

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DE L'ÉNERGIE,
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Direction Régionale de l'Industrie
de la Recherche et de l'Environnement du Centre

Blois, le 4 septembre 2008

Groupe de subdivisions de Loir et Cher

Directeur par interim

Référence : 2008-551,
Gidic : RAAPC
Affaire suivie par :

Tél. 02 54 74 98 80 – Fax : 02 54 74 08 09
Vérifié par :
M:\ENVIRONNEMENT\Serres et Ferronneries
d'antan\Rapport\Rapport_CODERST_2008.doc

SERRES ET FERRONNERIES D'ANTAN

SAVIGNY SUR BRAYE

Traitement de surfaces

Proposition de prescriptions

Rapport de l'Inspection des Installations Classées
à
Monsieur le Préfet de Loir et Cher

SOMMAIRE

I.	OBJET	1
II.	L'ENTREPRISE	2
II.1.	Présentation	2
II.2.	Situation administrative	2
III.	NATURE ET VOLUME DES ACTIVITES	2
III.1.	Classement	2
III.2.	Procédé	2
III.3.	Moyens	2
IV.	IMPACTS ET RISQUES	3
IV.1.	Impacts	3
IV.2.	Dangers	3
V.	DISPOSITIONS PREVUES DANS LE PROJET DE PRESCRIPTIONS	4
VI.	CONCLUSIONS ET PROPOSITIONS	4

I. OBJET

La société Serres et Ferronnerie d'Antan exploite sur le territoire de la commune de SAVIGNY SUR BRAYE, un atelier de création et restauration de serres de jardin. Déclarée en 1992 au titre des rubriques 1bis (utilisation de matières abrasives) et 289-2° (pulvérisation de métal fondu), ces installations relèvent depuis 2001 du régime de l'autorisation. Il paraît donc nécessaire de formaliser cette situation.

II. L'ENTREPRISE

II.1. Présentation.

La société **SERRES ET FERRONNERIES D'ANTAN**, d'un capital de 23000 € est installée depuis 1992 dans des locaux situés route de Vendôme à Savigny sur Braye. Elle emploie 19 personnes sur ce site, et est également présente en Angleterre et en Belgique. Cette entreprise procède à la rénovation et à la création de serres de jardin. Dans un bâtiment industriel d'environ 600m², auquel sont accolés des bureaux et locaux sociaux, il est procédé à la découpe, la mise en forme et à la soudure de métaux pour constituer la structure de ces constructions. Ces métaux sont ensuite traités (antirouille) et peints. En cas de rénovation, les métaux anciens sont décapés par un procédé de sablage et une fois reconstituée, la structure renouvée est également peinte.

II.2. Situation administrative

La société **SERRES ET FERRONNERIE D'ANTAN** bénéficie du récépissé de déclaration N°18/92 du 20 mars 1992 pour les rubriques 1bis (utilisation de matières abrasives) et 289-2° (pulvérisation de métal fondu).

Le décret n° 93-1412 du 29 décembre 1993 a modifié la nomenclature, et notamment la rubrique 2567 qui a été créée en remplacement de la rubrique 289 (pulvérisation de métal fondu), sous le régime unique de l'autorisation. Dès lors, l'établissement relève donc globalement du régime de l'autorisation pour cette activité. Ce même décret a créé la rubrique 2575 (utilisation de matières abrasives) en remplacement de la rubrique 1 bis, sous le régime unique de la déclaration. Le décret n° 96-197 du 11 mars 1996 a quant à lui créé la rubrique 2940 (application de vernis, peintures, etc) pour laquelle l'arrêté ministériel du 2 mai 2002 impose la gestion des solvants dès lors que leur consommation est supérieure à 1 tonne par an.

III. NATURE ET VOLUME DES ACTIVITES

III.1. Classement

Depuis sa création en 1992, les natures et volume d'activité n'ont pas subi d'évolution notable. Leur classement est repris dans le tableau suivant :

Rubrique	Libellé	Régime
2567	Revêtement de métaux par pulvérisation de métal fondu	A
2575	Emploi de matières abrasives	D
2940	Application de vernis et peinture	NC

III.2. Procédé

Le traitement de surfaces s'effectue par métallisation. Ce procédé consiste à projeter un alliage zinc-alu, porté à 450°, sur les métaux à traiter. Cette opération s'effectue dans une cabine fermée qui sert également pour le décapage des pièces par sablage. Ce procédé consiste à projeter du sable calibré sur les surfaces. Le sable entraîne les particules qui recouvrent les pièces à traiter (peintures, vernis, rouille,...).

Après la mise en forme définitive et après préparation (sablage, métallisation), les pièces sont protégées par des peintures et/ou vernis. Ces applications sont effectuées dans une zone réservée et aménagée du bâtiment. Une aspiration s'effectue par le sol qui récupère les résidus de pulvérisation et les différentes vapeurs émises (COV par exemple).

III.3. Moyens

L'activité de revêtement des métaux par pulvérisation (rubrique 2567) et de traitement utilisant des matières abrasives (rubrique 2575) nécessitent une cabine et des appareils pour projeter le métal d'une puissance d'environ 30 kW. Le sable utilisé est traité en circuit fermé interne à la cabine de sablage. La quantité de sable non régénéré évacuée est donc faible. La quantité de sable neuf mis en complément est donc faible également (quelques kg par mois). La quantité d'alliage (zinc-alu) projetée est d'environ 30 kg/jour.

L'application de vernis et peintures (rubrique 2940) engendre une consommation moyenne de 5,37 kg de peinture et 8 kg de solvants par jour. L'utilisation de ces substances, dont certaines ont une phrase de risque R 40, R 61 ou R 62, nécessite une gestion particulière des COV émis.

Les dispositifs d'aspiration de la cabine de sablage/pulvérisation et de l'espace peinture sont équipés de cheminées et d'équipement de traitement (filtres) des effluents gazeux.

Ces moyens permettent de traiter des métaux laminés, profilés ou tubulaires pour une masse annuelle dépassant les 1000 tonnes.

IV. IMPACTS ET RISQUES

IV.1. Impacts

- L'air : les différents rejets provenant de la cabine de sablage et de l'espace de peinture sont aspirés, canalisés et filtrés avant rejet. Des mesures seront réalisées annuellement à la sortie de ces cheminées pour vérifier l'efficacité du traitement des effluents avant rejet.
- L'eau : le procédé ne nécessite pas l'utilisation d'eau. Ainsi, il n'existe aucun rejet de process. Les eaux de pluie sont récupérées des toitures et dirigées vers le réseau public. Elles ne sont pas susceptibles d'être polluées.
- Le bruit : Les mesures réalisées en 2008 à la demande de l'inspection du travail montrent que les niveaux sonores dans le bâtiment sont faibles du fait notamment du travail en cabines fermées. L'extraction d'air est une source potentielle de bruit vers l'extérieur mais l'établissement est implanté à plus de 600 mètres des premières habitations.
- Les déchets : les déchets dangereux engendrés par les activités sont les filtres de traitement des effluents gazeux (cabines sablage et peinture), le sable usagé et les pots de peinture et solvants vides. Ces déchets ne représentent que quelques centaines de kg par an. Ils sont dirigés vers des filières appropriées et font l'objet d'une traçabilité tenue à jour. Les déchets banals sont les déchets de bureau et d'emballage provenant de l'atelier. Une benne d'environ 30 m³ est évacuée chaque mois par une entreprise dûment autorisée.

IV.2. Dangers

- L'incendie : les produits susceptibles de s'enflammer (peintures, solvants, vernis, etc) sont éloignés de plus de 10 mètres des sources de chaleur, et en particulier des postes de travail utilisant des flammes vives (soudure). En outre, la vérification des installations électriques sera effectuée périodiquement.
- La pollution accidentelle : les produits dangereux (peintures, solvants, vernis, etc) seront stockés en petits récipients (pots de 50 kg par exemple) sur rétention. Les employés disposent de produits absorbant pour récupérer un petit déversement accidentel en dehors de ces rétentions (pot de peinture par exemple). Les récipients étant petits, un déversement serait limité et ne pourrait atteindre le réseau d'évacuation des eaux de pluie situé en extérieur.

V. DISPOSITIONS PREVUES DANS LE PROJET DE PRESCRIPTIONS

Les prescriptions introduites dans le présent projet sont inspirées des arrêtés nationaux types relatifs à la pulvérisation de métal fondu sur des métaux et à l'utilisation de matières abrasives. Cependant, bien que l'activité d'application de peintures (rubrique 2940) n'est pas classable au titre des installations classées pour la protection de l'environnement, l'utilisation de produits solvants susceptibles d'émettre des COV de manière canalisée ou diffuse, y compris à partir de la cabine de sablage/pulvérisation, demande une gestion particulière. En outre, certaines substances ont une phrase de risque R 40 (possibilité d'effets irréversibles), R 61 (risques pendant la grossesse d'effets néfastes pour l'enfant) ou R 62 (risque possible d'altération de la fertilité). Compte tenu de ces éléments et des quantités utilisées (1685 l de solvant par an), un plan de gestion des solvants doit être mis en place.

VI. CONCLUSIONS ET PROPOSITIONS

Les activités de la société SERRES ET FERRONNERIES D'ANTAN bénéficient du récépissé de déclaration n° 18/92 du 20 mars 1992 et n'ont pas subi de modification depuis. Toutefois, compte tenu de l'évolution de la nomenclature, l'activité de revêtement des métaux par pulvérisation relevant de la rubrique 2567 est aujourd'hui soumise au régime de l'autorisation.

L'utilisation de produits susceptibles d'émettre des COV nécessite la mise en place d'un plan de gestion des solvants.

Dans ces conditions l'inspection des installations classées propose à M. le Préfet que l'autorisation soit formalisée par arrêté préfectoral de prescriptions pris selon les dispositions de l'article R 512-31 du code de l'environnement.

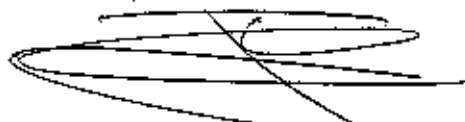
Conformément aux dispositions de l'article R 512-33 du code de l'environnement, le projet de prescriptions est présenté aux membres du Comité Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques, auxquels l'inspection des installations classées propose de donner un avis favorable.

Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire en ce sens est joint au présent rapport.

L'Inspecteur des Installations Classées,



Vu et transmis avec avis conforme à Monsieur le Préfet du Loir-et-Cher
Pour le Directeur par intérim, et par délégation,
Le Chef du Groupe de subdivisions de Loir-et-Cher,



Copie : Deiss